



▼ PUBLICITE

 Retrouvez les **50 meilleurs polars froidement sélectionnés par les libraires !**

Cliquez ici !

Analyse

Bolivie : Morales face à ses contradictions, par Paulo A. Paranagua

LE MONDE | 22.01.07 | 14h10 • Mis à jour le 22.01.07 | 14h11

Un an après avoir pris ses fonctions, le 22 janvier 2006, Evo Morales est dans une impasse. Le président bolivien s'était fait élire sur deux promesses, la nationalisation des hydrocarbures et la convocation d'une Assemblée constituante pour réformer la Constitution. Et les Boliviens attendaient de lui la restauration de la paix sociale et la consolidation de la démocratie. Or, sur ces quatre objectifs, le bilan de la première année apparaît mitigé.

La principale avancée reste la négociation de nouveaux contrats avec les compagnies pétrolières étrangères opérant en Bolivie. Ce que le gouvernement Morales appelle un peu abusivement "nationalisation" a été en fait une renégociation du partage des dividendes du gaz. La loi de 2005 sur les hydrocarbures avait déjà porté l'imposition à plus de 50 %. La rhétorique de l'équipe chargée du dossier et limogée au bout de cinq mois, perçue comme agressive, a inutilement braqué les investisseurs. Un mois avant l'expiration du délai, Evo Morales, épaulé par le vice-président Alvaro Garcia Linera, a enfin choisi la négociation.

L'Etat a certes doublé ses revenus, mais les ventes du gaz bolivien dépendent toujours des mêmes acheteurs, l'Argentine et le Brésil. Faute d'avoir profité de l'état de grâce du président Morales pour rétablir les relations diplomatiques avec le Chili, la Bolivie ne dispose pas d'un troisième débouché, à terme plus prometteur. Les investissements argentins ou brésiliens visent désormais à assurer leurs importations de gaz, en attendant de pouvoir s'en passer. Les autres investisseurs guettent une clarification de la situation. Quant à l'industrialisation - si un pôle pétrochimique voit le jour -, elle se fera sans doute du côté brésilien de la frontière. Enfin, le partage des revenus du gaz a aggravé les tensions régionales.

La popularité engrangée par la "nationalisation" des hydrocarbures n'a pas suffi à la formation présidentielle, le Mouvement pour le socialisme (MAS, gauche), pour obtenir, le 2 juillet 2006, les deux tiers nécessaires pour réformer la Constitution. Depuis l'installation de l'Assemblée constituante, le 6 août, les élus sont empêtrés dans les débats de procédure. Le MAS est tenté de passer en force et d'adopter la nouvelle Loi fondamentale à la majorité simple, au mépris des textes légaux.

La gauche reste déchirée entre deux options contradictoires : la confrontation ou la négociation. Une bonne partie des élus considèrent le dialogue, la recherche du consensus et la conciliation comme une "capitulation". Les tensions à l'intérieur du MAS ont éclaté au grand jour. Trois députés constituants, et pas des moindres, sont déjà sur la touche ou menacés d'exclusion : Raul Prada, personnalité-clé du MAS à la Constituante, Loyola Guzman, survivante de la guérilla

d'Ernesto Che Guevara, et un élu de Santa Cruz, soucieux de coller à son électorat autonomiste.

Depuis la fin des dictatures militaires, en 1982, la Bolivie n'a cessé de faire des progrès en termes de démocratisation. L'élection de M. Morales, en décembre 2005, et l'émergence de nouveaux dirigeants locaux et régionaux en ont été l'expression.

L'est de la Bolivie, devenu le pôle dynamique de l'économie et de la démographie du pays grâce à l'agriculture et aux hydrocarbures, réclame l'autonomie régionale en se référant au "modèle" espagnol. Les autonomistes, conscients qu'on ne peut plus vivre en autarcie, récusent tout séparatisme. Et l'autonomie est aujourd'hui la seule cause capable de mobiliser, comme cela a été le cas le 15 décembre à Santa Cruz, des centaines de milliers de Boliviens venus de toutes les régions. Santa Cruz draine les migrants des terres basses du Centre et des Andes.

LE "DRAPEAU DE L'AUTONOMIE"

"Le gouvernement, le président de la République et le MAS ont eu tort d'abandonner le drapeau de l'autonomie entre des mains conservatrices", estime le maire de La Paz, Juan del Granado, le principal allié de M. Morales. Confortablement réélu en 2004, M. del Granado critique aussi la *"dangereuse incapacité de concertation avec la minorité"* à l'Assemblée constituante. A ses yeux, l'improvisation et le désordre de la gestion gouvernementale éloignent les classes moyennes de la gauche.

A cela s'ajoute l'impuissance du gouvernement Morales à désamorcer les conflits sociaux. Un affrontement entre les mineurs de Huanuni, les 5 et 6 octobre 2006, a provoqué la mort de 16 personnes. La mobilisation du MAS et des fédérations de *cocaleros* (cultivateurs de coca), dont M. Morales reste le président, contre le premier préfet élu du département de Cochabamba a coûté la vie à deux manifestants. Des actions contre le préfet élu de La Paz ont suivi. Traumatisés par les dizaines de morts de la *"guerre du gaz"* d'octobre 2003 et par les massacres des militaires, les Boliviens ne tolèrent plus ces violences politiques.

Comme lorsqu'il était dans l'opposition, le MAS continue à louoyer entre la rue et les institutions, à opposer légitimité et légalité. La gauche et l'extrême gauche agissent comme si la majorité électorale n'était pas jugée suffisante et que M. Morales incarnait une majorité morale plus large, découlant de la multitude d'origine indigène, appelée à prendre une sorte de revanche sur l'Histoire. Depuis quelques années, un nationalisme aymara très messianique aspire à effacer les frontières nationales héritées de l'indépendance.

Selon une enquête dirigée par le sociologue **Mitchell Seligson en 2006**, 65 % des Boliviens se considèrent eux-mêmes comme des métis. Cette enquête remet ainsi en question le recensement de 2001, qui assimilait 62 % des Boliviens aux communautés indigènes simplement parce que l'option *"métis"* ne figurait pas dans le questionnaire. La question pouvait induire une distinction entre des nationaux *"de souche"* (*originarios*) et des immigrés d'origine récente.

En Bolivie, la population est aujourd'hui aux deux tiers urbaine, avec l'espagnol comme langue maternelle. Le messianisme identitaire oppose les Boliviens entre eux sur des critères ethniques, alors que les Aymaras de l'Altiplano sont moins nombreux que les Quechuas, et que 34 ethnies sont présentes dans le pays. En revanche, le métissage apparaît davantage susceptible de réconcilier Santa Cruz, capitale de la bourgeoisie émergente, et El Alto, citadelle plébéienne perchée au-dessus de La Paz. Si le nationalisme et la redistribution des revenus sont capables de rassembler les Boliviens autour de la gauche, une dérive identitaire et autoritaire ne pourrait que précipiter sa perte.

Paulo A. Paranagua

Article paru dans l'édition du 23.01.07



Pour visualiser le Desk il faut avoir un navigateur qui affiche des frames. [Le document dans cet frame se trouve ici](#). Pour visualiser le Desk il faut avoir un navigateur qui affiche des frames. [Le document dans cet frame se trouve ici](#).